



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب  
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la  
Planification et de la Coordination



## À propos

Guide d'évaluation

# Des risques liés au financement du terrorisme

Seul objectif et plusieurs approches 2019







À propos

Guide d'évaluation

**Des risques liés au  
financement du terrorisme  
Seul objectif et plusieurs  
approches 2019**

# Des risques liés au financement du terrorisme

## Seul objectif et plusieurs approches

Le Groupe d'Action Financière (GAFI), organisme intergouvernemental indépendant chargé de protéger le système financier mondial contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, a présenté le Guide d'évaluation des risques liés au financement du terrorisme de 2019 réservé à l'évaluation et la réduction des risques de financement du terrorisme auxquels sont exposés les pays et au démantèlement et à la désactivation des réseaux terroristes.

En général, les pays ont du mal à évaluer les risques de financement du terrorisme en raison de la dévaluation des fonds et des avoirs utilisés dans de nombreux cas, du grand nombre de secteurs pouvant être utilisés à des fins de financement du terrorisme et des besoins opérationnels liés à des attaques pouvant inclure des transactions traditionnelles, telles que les crédits-bails ou les achats de voitures, de biens et d'outils.

Les autorités judiciaires des pays dotés de capacités modestes sont souvent confrontées à d'autres défis en raison du manque de personnel spécial-

isé dans le financement du terrorisme, ainsi que du manque d'informations sur les activités non soumises au contrôle. Les terroristes changent régulièrement de lieu et de méthodes de collecte et de transfert d'argent et de biens afin de contourner les restrictions imposées à la détection et à l'inval-

En général, les pays ont du mal à évaluer les risques de financement du terrorisme en raison de la dévaluation des fonds et des avoirs utilisés dans de nombreux cas, du grand nombre de secteurs pouvant être utilisés à des fins de financement du terrorisme.

idation de ces activités. A titre d'exemple, certaines organisations terroristes, telles que Daech, les Shabab en Somalie et Al-Qaïda, se sont appuyées sur les ressources naturelles dans leurs zones de contrôle (pétrole, or, pierres précieuses, minéraux, charbon, ...etc.). Comme source de revenus. D'autres défis persistent, tels que les «loups solitaires», qui collectent des fonds d'activités criminelles illégales difficiles à prédire.

### Le rapport comprend cinq sections principales:





## 1- Gouvernance, cadrage et coordination nationale

Cette section propose aux autorités compétentes des éléments à prendre en compte pour définir et coordonner la portée de l'évaluation des risques par l'équipe, ainsi que des exemples concrets pour surmonter les difficultés que posent l'échange et la coordination des informations au sein des pays.

Les objectifs de l'évaluation des risques doivent être liés à des activités et à des objectifs nationaux plus larges et reposer sur les évaluations des risques locales et régionales existantes. La portée requise pour évaluer les risques de financement du terrorisme varie d'une compétence à l'autre et peut être influencée par la menace nationale et régionale, l'importance des différents secteurs, la situation géographique et la situation démographique.

Par exemple, aux Philippines, en raison des menaces communes de financement du terrorisme auxquelles sont confrontés l'Asie du Sud-Est et l'Australie, le pouvoir judiciaire a ressenti le besoin de mettre en œuvre nombre d'initiatives conjointes en vue d'évaluer les risques de financement du terrorisme au niveau régional, qui ont été par la suite intégrés aux évaluations nationales des risques. Lors du Sommet sur la lutte de financement du terrorisme (CTF), qui s'est tenu à Bali en août 2016 à Bali, les membres participants ont créé le Groupe Consultatif (Renseignements Financiers / FICG). Le

groupe consultatif s'appelle-t-il les renseignements financiers? Ou s'agit-il d'un groupe consultatif pour les renseignements financiers? visant à développer des approches pour l'échange d'informations financières et l'analyse des renseignements entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Cellule de Renseignement Financier.

Autre exemple: avant de lancer la première évaluation nationale, les autorités néerlandaises ont mené une étude illustrative et une analyse des méthodes et des données disponibles et applicables, ainsi que des caractéristiques locales uniques susceptibles d'affecter la propagation du risque de financement du terrorisme. L'étude, basée sur des approches dans cinq pays, a conclu qu'en raison d'un manque de données quantitatives, elle devrait non seulement analyser les risques de financement du terrorisme, mais également identifier les angles morts, les carences et faiblesses, les méthodes de financement du terrorisme et d'autres informations.

Dans le cadre de l'analyse, les Pays-Bas se sont appuyés sur les facteurs contextuels issus de recherches antérieures et l'approche du GAFI, et ont constaté que l'économie ouverte néerlandaise, le secteur financier international, l'argent tiré de la fraude et la criminalité liée à la drogue pourraient affecter la vulnérabilité du pays au financement du terrorisme.



## 2- Approches du risque de financement du terrorisme

Cette section s'appuie sur les différentes approches en matière de risque utilisées par plus de 35 pays dans le monde et identifie de bonnes approches et les sources d'information pertinentes.

Les normes du GAFI ne prévoient pas d'approche spécifique pour l'évaluation des risques et il n'existe pas d'approche unique qui convienne à tous. Dans l'idéal, l'approche des risques devrait être souple et pragmatique, et tenir compte des caractéristiques spécifiques du droit et de la législation judiciaire. L'évaluation des risques de financement du terrorisme nécessite la collecte d'un grand nombre d'informations quantitatives et qualitatives, dont ce qui concerne l'environnement criminel général et les menaces liées au terrorisme, ainsi que les

vulnérabilités de certains secteurs et produits. Les méthodes de collecte peuvent comprendre ce qui suit: des statistiques ou des informations provenant de sources gouvernementales, qu'elles soient confidentielles ou non, l'utilisation de questionnaires locaux et régionaux, des enquêtes en ligne, des entretiens et séminaires, des groupes de travail et la collecte d'informations en source libre.

Les examens ont révélé que les risques de financement du terrorisme n'étaient pas au même niveau pour toutes les ONG et que certaines ne représentaient qu'un risque minime, voire aucun risque.

### 3- Évaluer les risques de financement du terrorisme transfrontalier et du secteur privé

Cette section présente l'expérience des professionnels de l'évaluation des risques de financement du terrorisme transfrontalier, les sources d'information pertinentes pour l'évaluation des risques sectoriels de financement du terrorisme dans le système bancaire, les virements de fonds ou les services de transfert de fonds, ainsi que l'exploitation des ressources naturelles ou environnementales.

Les risques de financement du terrorisme peuvent être liés au transfert physique de fonds ou d'autres actifs, à l'intérieur et à l'extérieur de l'État, tels que le trafic transfrontalier de fonds, de biens commerciaux ou de personnes, en vue de soutenir des activités terroristes, de recrutement, de formation et de facilitation. Lors de l'évaluation des risques de financement du terrorisme, les autorités judiciaires et de sécurité sont consultées, les informations relatives au renseignement et aux douanes sont analysées, les informations relatives aux envois de fonds et à la coopération internationale sont examinées, les flux d'argent, de biens et de personnes et les informations relatives aux réseaux de passeurs sont vérifiés.

Les normes du GAFI imposent à tous les pays de mettre en œuvre un système de divulgation transfrontalière des entrées et des sorties de l'argent et des titres

**Le processus d'évaluation des risques de financement du terrorisme devrait être continu et évolutif, les autorités compétentes devraient mettre à jour leurs analyses et leurs évaluations et prêter attention aux modifications apportées à la définition du terrorisme et aux menaces de financement du terrorisme.**

en circulation, d'un montant maximal de 15 000 Euros ou \$ US. Cependant, le faible volume d'argent que les terroristes utilisent souvent est un défi à détecter. Concernant les déclarations d'opérations douteuses exigent, les normes du GAFI imposent à toutes les institutions financières d'avertir la CRF (Cellule de Renseignement Financier) lorsqu'une transaction est suspectée ou contre le produit d'une activité criminelle. Les déclarations d'opérations suspectes (DOS) diffèrent souvent aux fins de l'analyse stratégique entre les pays, mais l'analyse des DOS des éléments transfrontières présente des avantages considérables.





## 4-Les organisations à but non lucratif (OBNL) et l'évaluation du risque de financement du terrorisme

Reconnaissant les exigences de l'évaluation du risque de financement du terrorisme dans les organisations à but non lucratif (OBNL) qui ne relèvent pas de la définition du GAFI, cette section présente quelques considérations et méthodes efficaces. On s'est assuré que la législation et les lois ne perturbent ni ne découragent les activités légitimes à but

**Tous les pays devraient avoir une compréhension globale de toutes les étapes du financement du terrorisme, mais il n'existe pas d'approche unique qui convienne à tous pour l'évaluation des risques.**

non lucratif. Les examens ont révélé que les ONG ne sont pas au même niveau de risque de financement du terrorisme et que certaines représentent peu ou pas de risque. L'expérience montre que les autorités judiciaires ont encore du mal à évaluer les risques de financement du terrorisme dans ce domaine, en raison notamment de la taille et de la diversité du

secteur à but non lucratif, du manque d'identification des organisations ne répondant pas à la définition du GAFI et du manque d'informations ou des cas connexes.

Le Groupe d'action financière (GAFI) définit les organisations à but non lucratif comme étant: «la personne morale ou l'organisation principalement impliquée dans la levée ou le versement de fonds à des fins telles que: les activités caritatives, religieuses, culturelles, éducatives, sociales, des fraternités et des ligues familiales, ou pour nouer d'autres types d'activités de bienfaisance».

Le GAFI a fourni les conditions nécessaires pour évaluer les risques auxquels sont confrontées les OBNL. Les autorités judiciaires devraient procéder à un audit local du secteur, obtenir des informations adéquates sur leurs activités, leur volume et d'autres informations pertinentes, et utiliser les informations disponibles pour identifier les ONG subissant des abus, en vertu de leurs activités ou leurs caractéristiques.





## 5- Suivre et tenir à jour une évaluation des risques liés au financement du terrorisme

Cette section fournit de bonnes considérations et méthodes lors de la communication des résultats de l'Évaluation des risques de financement du terrorisme, notamment que les résultats de l'évaluation des risques doivent être avalisés par les hauts fonctionnaires et que les principales parties prenantes ont une compréhension commune des résultats et des indicateurs de risque relatif, des différents types de risque de financement du terrorisme ou d'autres crimes. Les normes du GAFI exigent que les autorités judiciaires disposent d'un plan garantissant que les autorités, les institutions financières et les autres secteurs concernés soient informés des conclusions des évaluations nationales des risques de financement du terrorisme et qu'il est nécessaire d'organiser des réunions à huis clos avec les principales parties prenantes afin de garantir la compréhension commune des résultats. L'évaluation des risques de financement du terrorisme devrait déboucher sur

des procédures claires et pratiques, pouvant inclure des modifications de la législation et des politiques visant à remédier aux carences, à allouer des ressources, à développer des plates-formes ou des méthodes d'échange d'informations et à renforcer la participation des secteurs ou des institutions vulnérables au financement du terrorisme.

Les normes du GAFI exigent des pays qu'ils tiennent à jour une évaluation de leurs risques en matière de financement du terrorisme, examinent de manière

L'évaluation des risques liés au financement du terrorisme est un processus fondé sur une approche convenue par les parties concernées. L'évaluation peut revêtir diverses formes mais doit couvrir tous les aspects de collecte, stockage, transfert et utilisation de fonds ou d'autres actifs.

critique leurs méthodes, identifient les domaines à améliorer et les domaines dans lesquels des informations supplémentaires sont nécessaires.

Le processus d'évaluation des risques de financement du terrorisme doit être continu et évolutif, et les autorités compétentes doivent constamment mettre à jour leurs analyses, en tenant compte des menaces et de l'évolution du terrorisme actuel. Les organes judiciaires qui évaluent les risques nationaux de financement du terrorisme doivent régulièrement mettre à jour leur évaluation et rester vigilants face aux modifications de la définition et aux menaces de financement du terrorisme.

Le rapport inclut les contributions de nombre de délégués du GAFI qui ont effectué un travail approfondi d'évaluation des risques. Plus de 35 membres du GAFI ont fourni des informations et des études de cas sur leur expérience en matière d'évaluation des risques de financement du terrorisme aux niveaux sectoriel, national et régional, afin d'identifier les meilleures pratiques et les défis communs. Les pays participants comprennent: Argentine, Australie, Belgique, Canada, Chine, Allemagne, Hong Kong, Italie, Irlande, Malaisie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Russie, Singapour, Suède, États-Unis, Royaume-Uni, Brunei, Macao et Nouvelle-Guinée, Philippines, Kirghizistan, Costa Rica, Colombie, Guatemala, Nicaragua, Pérou, Paraguay, Nigéria, Ghana, Arménie, Monaco, Ukraine, Liban.

L'évaluation des risques liés au financement du terrorisme est un processus fondé sur une approche convenue par les parties concernées, qui tente

d'identifier, de comprendre, d'analyser et de gérer les risques liés au financement du terrorisme. Les évaluations peuvent prendre différentes formes, mais elles doivent couvrir tous les aspects de la collecte, du stockage, du transport et de l'utilisation des fonds ou autres actifs, y compris des biens, des véhicules et des armes, pour répondre aux besoins de toute organisation terroriste. Cela doit aller au-delà des aspects d'augmentation des revenus, en s'attaquant aux réseaux d'approvisionnement en terroristes et de facilitation du terrorisme, y compris les combattants terroristes étrangers.

Le guide établit une distinction entre le risque de financement du terrorisme et le risque de terrorisme lui-même, bien qu'ils soient interdépendants. L'évaluation des risques de financement du terrorisme exige la prise en compte des menaces terroristes nationales et étrangères.

Ce rapport fournit de nouvelles méthodes, des sources d'information pertinentes et des exemples pratiques pour que les praticiens examinent l'évaluation des risques liés au financement du terrorisme, à travers les contributions de plus de 35 pays, sur la base de leur vaste expérience et des enseignements tirés de l'évaluation des risques liés au financement du terrorisme. Le rapport aide à fournir des conseils et des exemples pratiques sur la façon de surmonter les défis. Tout en sachant que tous les pays devraient avoir une compréhension globale de toutes les étapes du financement du terrorisme, le présent rapport reconnaît qu'il n'existe pas en fait d'approche unique qui convienne à tous pour l'évaluation des risques.

## Guide d'évaluation des risques liés au financement du terrorisme

### Seul objectif et plusieurs approches 2019



<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Terrorist-Financing-Risk-Assessment-Guidance.pdf>





À propos

Guide d'évaluation

# Des risques liés au financement du terrorisme

Seul objectif et plusieurs approches 2019



الائتلاف الإسلامي العسكري لمكافأة الإرهاب  
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la  
Planification et de la Coordination



@IMCTC\_AR | @IMCTC\_EN | @IMCTC\_FR

www.imctc.org